



Alliance pour Refonder la Gouvernance en
Afrique (**ARGA-Mali**)

ARGA-Mali

Faladiè

Rue: 816/ Porte: 1350

Tel : (00223) 76288113/ 78939978

BP :E 867 Bamako/ Mali

Email: arga.mali.gouvernance@gmail.com

Site web: www.afrique-gouvernance.net

www.gouvernance-sahel.net

Bamako/ Mali

Rapport d'analyse sur l'implication des religieux au Dialogue National Inclusif

Rapporteur
Modibo Yacouba DIARRA

Février 2020

Introduction

Le dialogue national est une méthode parmi d'autres de résolution des crises politiques et des conflits violents. Tous les processus de changement (processus de paix, transitions politiques ou processus de prévention et de gestion des crises politiques) ont généralement recours à des méthodes et mécanismes divers notamment la médiation et la négociation.

Le Mali, depuis environ trois décennies, est confronté à une série de crises politiques, économiques et sécuritaires. Ces crises, devenues multidimensionnelles à partir de 2012, à cela s'en est greffé la crise post-électorale de 2018. La nation malienne était profondément menacée dans son existence. Ainsi, le 16 avril 2019, le président de la République dans son adresse à la nation a annoncé l'organisation du dialogue national qu'il conçoit comme « un grand moment d'évaluation et de propositions ».

Ce dialogue national visait à établir un diagnostic rigoureux des problèmes auxquels notre pays est confronté depuis au moins trois décennies et analyser de manière participative et inclusive leurs causes et leurs conséquences en vue de proposer des solutions de sortie de crise avec un plan d'actions et un chronogramme de mise en œuvre.

L'implication des religieux au dialogue National Inclusif au Mali

Après les phases communes, cercles, régions, consulats et ambassades, la phase nationale du dialogue national inclusif a réservé une place importante aux autorités religieuses et coutumières. Trois confessions religieuses étaient représentées (les musulmans, les catholiques et les protestants). De l'accoutumer les autorités traditionnelles et religieuses ont toujours eu une place importante dans la conciliation, la consolidation de la paix et le dialogue dans nos différentes sociétés. Ce dialogue national inclusif en a été un espace propice pour faire valoir ce principe traditionnel et coutumier.

La contribution du haut conseil islamique du Mali au dialogue national

Le haut conseil islamique est l'organisation faitière des associations et groupement religieuses d'obédience musulmanes. Il est créé en janvier 2002 regroupant les organisations et leaders religieux chargée de faire l'interface avec les autorités. Le but était de rompre avec le système promu par l'association Malienne pour unité et le progrès de l'islam (AMUPI).

Aux premières heures du dialogue national inclusif le haut conseil Islamique du Mali s'est vu exclu dans les préparatifs du Dialogue.

« Le HCIM est prêt à prendre part à ce dialogue et invite d'ailleurs tout le monde à y participer. Toutefois, nous constatons qu'il y a des insuffisances dans la conduite du processus. Par exemple, lors des phases communales, locales et régionales aucun membre ni aucune structure du HCIM n'a été invité à prendre part à ces assises. Nos représentants nous ont appelés de partout pour nous informer qu'ils n'ont pas été invités à prendre part aux assises du dialogue dans leurs localités respectives. Suite à des demandes d'explication, certains commandants ont indiqué à nos représentants qu'ils n'ont reçu aucune instruction leur demandant d'inviter le HCIM. Ça, c'est une difficulté majeure pour nous. Car, **je ne vois pas ce qu'on peut entreprendre et réussir dans ce pays sans l'implication des leaders religieux, des musulmans.** C'est pourquoi nous invitons la communauté musulmane, l'ensemble des citoyens maliens à s'investir pour la réussite de ce processus. Car, notre pays a besoin de paix, de stabilité, de cohésion et d'unité. Mais cet engagement ne va pas nous empêcher de dénoncer les irrégularités du processus. Nous invitons les responsables chargés de piloter ce processus à saisir le président de la République lui-même en vue de prendre toutes les dispositions utiles pour impliquer tous les acteurs. Nous les invitons à démarcher tous ceux qui se sont retirés du processus pour qu'ils reviennent à de meilleurs sentiments. Personne ne doit être laissé sur le quai. Nous prions Allah pour que ce dialogue soit la solution aux problèmes de ce pays. Nous avons reçu la visite de beaucoup d'acteurs qui se sont retirés de ce processus, notamment les membres de l'opposition politique. Ils nous ont expliqué les raisons pour lesquelles ils se sont retirés du processus. Depuis le début, nous nous sommes impliqués dans la médiation entre les opposants et les organisateurs du DNI pour les permettre de trouver un terrain d'entente. Cela est connu de tous. Mais ça ne doit pas nous empêcher de dénoncer notre propre exclusion. »¹

Le président du haut conseil Islamique, le Chérif Ousmane Madani HAÏDARA a organisé une conférence de presse sur le DNI auquel a pris part "tous nos représentants au niveau régional et local". Cette rencontre a abouti à l'élaboration d'un document de propositions du HCIM qui a été transmis aux responsables du DNI et défendu lors de la phase nationale du dialogue.

Ces recommandations étaient centrées autour du code de la famille et des personnes, la prolifération des bars et boutiques de vente de boissons alcoolisées et le processus d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif.

- Le code de la famille et des personnes qui régleme les questions relatives à la famille et ayant trait à la personne humaine adopté par l'assemblée nationale du Mali le 30

¹ Bamada. Net, entretien avec le président du haut conseil islamique du Mali, mercredi 30 octobre 2019

décembre 2011. Neuf ans après son adoption, ce code souffre du manque de mesures pour son application effective. Cette loi doit être accompagnée par des décrets d'application.

- Le Mali est un pays laïc mais plus de 90% de la population est musulmane. Aujourd'hui nous assistons à une prolifération des bars et des boutiques de vente de boissons alcoolisées dans la ville de Bamako. Or l'ouverture des bars, espace de loisirs, motel ou hôtel en république du Mali est réglementée par la loi n°06-340/P-RM du 11 août 2006 qui interdit ouverture des bars et des boutiques de vente des boissons alcoolisées ou autres près des mosquées, des écoles ou tout lieu de cultes mais dans la pratique nous voyons des bars contiguës à des écoles ou non loin des mosquées.
- Depuis 2008 le processus d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif est en cours au ministère de l'éducation nationale. Les écoles coraniques ont une place très importante dans nos sociétés. Leur intégration dans le système éducatif permettra de faciliter l'apprentissage du Saint Coran aux élèves et aussi la prise en compte des sortants de ces écoles lors des concours et des projets dédiés à la jeunesse.

Conclusion

Au Mali, depuis l'élection présidentielle de 2002, les religieux sont devenus des acteurs incontournables dans la gouvernance. Ils ont une légitimité bien assise car le pays est plus 90% musulmans. Leur influence sur les politiques peut s'illustrer par la grande manifestation contre le code de la famille et des personnes en 2009 et également celle du 04 Avril 2019 qui a coûté à l'ancien premier ministre Soumeylou Boubeye MAÏGA sa place à la primature.

Les religieux sont aujourd'hui des acteurs importants voire incontournables dans la société malienne car en plus de leur rôle de prêcheur, de conciliateur et/ou de médiateur. Mais de plus en plus certains créent des organisations politiques.

Glossaire

Religieux : dans ce document religieux veut dire tout leader prêchant des paroles de Dieu, quel que soit sa religion.